

<https://fakirpresse.info/lettre-a-mes-elus-pleurnicheurs>



Lettre à mes élus pleurnicheurs

- Le Journal - Edito -



Publication date: mercredi 26 avril 2017

Copyright © Journal Fakir - Tous droits réservés

Whirlpool délocalise ses sèche-linge de la Picardie vers la Pologne, et les élus amiénois pleurnichent aujourd'hui comme ils ont pleurniché hier sur Goodyear, Magneti-Marelli, Sièges de France, etc.

C'est leur politique, pourtant, qui mène à ces désastres en série, leur politique à eux, députés, ministres, qui depuis trente ans se font complices de la débâcle...

Madame Fouré, maire d'Amiens,

Monsieur Gest, député président de la Métropole,
Monsieur Bertrand, président des Hauts-de-France,

Êtes-vous des crétins ?

C'est la question que je me pose, à la lecture de votre communiqué :

« C'est avec colère et incompréhension que nous apprenons la décision de Whirlpool de fermer définitivement en 2018 son site de production de sèche-linge situé à Amiens. »

« Cette fermeture répond à des impératifs exclusivement fondés sur la rentabilité financière... L'objectif de la Direction est bien de procéder à une simple délocalisation en s'appuyant sur une minimisation du coût du travail en Pologne... »

Êtes-vous bêtes à ce point ?

D'où vient votre « incompréhension » ?

Que ne comprenez-vous pas dans la décision du groupe Whirlpool : « L'usine existante du groupe à Lodz (centre de la Pologne) est appelée à devenir le point central de la nouvelle plate forme de production de sèche-linge pour la région Europe, Afrique et Moyen-Orient (EMEA), afin de bénéficier de plus fortes économies d'échelle » ?

C'est pourtant clair : c'est moins cher là-bas, ils y partent.

Quoi de plus simple ?

Et je vous entends, à la radio : « Cette délocalisation, c'est pour faire plaisir aux actionnaires. » Eh bien oui, quelle surprise ! C'est presque comique de vous voir découvrir, comme ça, le but d'une entreprise, multinationale, cotée en bourse : « la rentabilité financière », « faire plaisir aux actionnaires... »

Mais non, je ne vous prends pas pour des crétins.

Vous comprenez très bien, tout ça.

Vous feignez juste de ne pas comprendre, plus hypocrites qu'imbéciles.

Vous comprenez d'autant mieux que, depuis des décennies, pas tout seuls, non, avec tous vos collègues, avec vos partis, mais vous aussi, personnellement, vous qui avez siégé au Parlement européen, ou à l'Assemblée nationale, ou dans des gouvernements, depuis des décennies vous approuvez cette Europe de « la libre circulation des capitaux et des marchandises ». Cette Europe dont le but, oui, le but, la finalité voulue, recherchée, affichée par ses dirigeants (je vais y revenir, le redémontrer) n'est pas « la paix », la « prospérité » et autres salamalecs, mais la « concurrence libre et non faussée » des travailleurs entre eux. La recherche du moindre coût. Le profit pour les actionnaires. Cette Europe qui fait de Whirlpool non une exception, mais la règle. Cette Europe qui fait des multinationales nos maîtres, vous, oui, Alain Gest, Brigitte Fouré, Xavier Bertrand vous l'avez voulue, vous l'avez fabriquée.

Je me croirais, moi, revenu quinze années en arrière.

C'était le premier plan social que je suivais, en 2002, chez Whirlpool déjà. Les lave-linge (et non les sèche-linge) partaient d'Amiens pour Poprad, en Slovaquie, avec 360 emplois en jeu. À l'époque, déjà, Gilles de Robien et vous,

Brigitte Fouré, jugez ça « *incompréhensible* », « *inadmissible* », « *inacceptable* », un « *coup de tonnerre sur l'emploi* », « *un sort malheureux* », presque un « *sortilège* ».

J'étais jeune.

Je m'étais rendu à la conférence de presse. Les syndicats racontaient des histoires de « *Livre 4* », de « *comité d'établissement* », « *d'hygiène et de sécurité* », j'avais pas tout compris.

À la fin, dans un coin, discrètement, un peu honteux, j'ai demandé à un délégué :

« *Mais pourquoi, au fond, pourquoi les lave-linge partent en Slovaquie ?*

â€” *Tu veux vraiment savoir ? Alors, je vais te remettre une copie du rapport Secafi Alpha. Tu ne diras pas que c'est moi qui te l'ai donné : normalement, c'est confidentiel. Et tu le ramènes la semaine prochaine.* »

J'ai épluché ça, durant un week-end.

C'était un gros dossier, plein de chiffres, de graphiques, mais vraiment très instructif. L'impression m'est venue, au fil de ma lecture, de comprendre la mondialisation, presque de l'intérieur. Je me suis mis à la place des patrons.

Et c'était simple. Logique. Rationnel. Très compréhensible : les ouvriers picards « *manquaient de compétitivité* ».

Les travailleurs slovaques acceptaient, d'après les documents, des « *salaires dix fois moins élevés* ». Sans compter des cotisations maladie directement payées par l'État. Au final, en France, la main-d'oeuvre représentait 12% de la valeur d'un lave-linge. Contre 2% en Slovaquie.

Les mêmes causes produisent les mêmes effets.

Éternellement.

De cet épisode, quelles leçons avez vous tirées ? Aucune, apparemment.

De mon côté, j'ai rapporté le dossier à l'usine. Et j'ai discuté avec les délégués CGC :

« *Qu'est-ce que vous envisagez, vous, comme solutions ?*

â€” *Nous, on espère beaucoup dans le commerce équitable, me confiait Pierre-Yves Dorez. Vous connaissez Max Havelaar et le café Méo ?*

â€” *Y a un retour, aussi, à l'agriculture bio, l'appuyait Cécile Delpirou.*

â€” *Regardez la campagne contre les ballons du Mondial, reprenait Pierre-Yves, des ballons confectionnés par des gamins afghans ou des prisonniers chinois.*

â€” *Demain, l'éthique peut devenir un critère d'achat, s'enflammait Cécile. Les gens mettront bien 300 F de plus pour un lave-linge fabriqué dans leur pays.* »

Ça m'avait navré, comme réponse.

Un tel manque de lucidité.

Autant, d'après moi, mettre un cautère sur une fracture sociale : sitôt franchi le seuil d'une supérette, le citoyen s'évanouit. On réagit avec notre porte-monnaie. On remplit nos chariots de marques tambourinées à la télé. Aucun « *civisme des consommateurs* » n'a imposé la Sécu. Ou la retraite à 60 ans. Ou la fin du travail des enfants. Il a fallu des lois.

Quel désarroi ! En face, leur logique avance comme un tank. Et que lui oppose t on ? De bonnes intentions naïves.

À votre tour, aujourd'hui, de gronder dans votre communiqué : « *Si Whirlpool ne consacre pas tous les efforts à la ré-industrialisation, il faudra que les Français, premiers consommateurs, soient informés de la façon dont l'entreprise, fabricante de produits "grand public", n'assume pas ses responsabilités à Amiens.* »

Ouh la ! La multinationale tremble !

Mais pourquoi, à la place, depuis quinze ans et des dizaines de Whirlpool, pourquoi ne pas avoir dénoncé « *la concurrence libre et non faussée* » ? Pourquoi avoir promu, constamment, traité après traité, de Lisbonne à Bruxelles, « *la libre circulation des capitaux et des marchandises* » ?

Vous pouvez pleurnicher aujourd'hui.

Vous êtes les complices, objectivement, par votre passivité, par votre engagement, du PDG de Whirlpool.

Un mot est absent de votre communiqué.

Un mot clé.

Un mot interdit.

Europe.

Europe pour vous sacrée.

Europe à ne pas toucher.

Je suis tombé sur des archives.

En 1989, le PDG de Whirlpool (alors Philips) se nommait Wisse Dekker. Il présidait alors le principal lobby patronal à Bruxelles, la European Round Table (ERT). Et il était aux anges : « *Le marché unique va fournir à l'industrie européenne l'occasion de s'organiser à une grande échelle... Auparavant, il leur fallait jusqu'à 35 documents pour les déclarations d'import-export et les formulaires de transit. S'occuper de cette paperasse rendait le voyage trois à cinq fois plus long que nécessaire, et le coût de ces opérations administratives équivalait à 3 % de la valeur commerciale des produits* » (Harvard Business Review, mai 1989).

À quoi bon délocaliser, « *auparavant* » ?

Le profit risquait de se perdre en route.

Mais le marché unique allait rendre les restructurations rentables.

C'était d'ailleurs l'ERT qui avait mis ce marché unique sur les rails (ou plutôt, on le verra, sur les autoroutes). En 1985, le PDG de Whirlpool et ses amis avaient publié un livret : Europe 1990 : un agenda pour l'action, un document où il proposait de faire tomber les barrières commerciales et les frontières fiscales. En janvier 1985, justement, Jacques Delors prenait ses fonctions à Bruxelles et devant le Parlement européen, il fait part de « [son] *idée* » : faire tomber les barrières commerciales et les frontières fiscales. Et il confierait plus tard à la télé : « *Lorsque j'ai lancé, en 1984-1985, le projet de grand marché, la Table Ronde des Industriels a soutenu ce projet avec enthousiasme.* » Forcément, c'était le leur ! Heureusement, le PDG n'avait pas déposé de copyright sur son « *idée* »...

Le marché unique validé, la European Round Table n'en reste pas là. Elle pose, aussitôt, au tournant des années 1990, une autre revendication : « *Les routes sont trop étroites, déplore Giovanni Agnelli, le patron de Fiat, lors d'une émission La Marche du siècle. Le trafic va doubler dans les années qui viennent, si l'Europe se fait.* » (18 septembre 1991) Pour rattraper notre retard, il fallait d'abord alléger les lois : « *Limitations de vitesse, temps de travail, poids transporté, circulation le week-end... les règles qui régissent les transporteurs européens sont nombreuses et contraignantes.* » Et il fallait, ensuite, construire de « *grandes infrastructures qui traversent l'Europe* »...

La réponse de Jacques Delors ne se fait pas attendre : il apporte satisfaction en direct : « *On ne pourra pas tirer tous les bénéfices du grand marché intérieur si l'on ne peut pas circuler plus vite et moins cher dans toute l'Europe.* » Dès 1991, le président de la Commission lance le TEN - le Trans Europe Network. Qui comporte 12 000 kilomètres de voies rapides pour poids lourds.

Les barrières douanières étaient abolies, jusqu'à l'Europe de l'Est.

Les barrières monétaires tomberaient avec Maastricht.

Il convenait donc, également, de faire tomber les barrières physiques : que les distances soient raccourcies par des autoroutes, que les montagnes soient aplanies par des tunnels, que l'on roule même sous les mers.

De quoi gagner du temps.

Et donc de l'argent.

Que règne la « *libre circulation des marchandises* », et à moindre coût.

En 1989, Whirlpool comptait trente-huit usines dans la seule Europe de l'Ouest, l'Europe des douze. Il lui en reste aujourd'hui huit dans l'Europe réunifiée. Et bientôt une de moins... Des « *économies d'échelle* », se félicite le PDG.

C'est logique, rien d'incompréhensible.

Dans cet espace ouvert, les multinationales peuvent, désormais, ne conserver qu'un seul site par produit, pour tout le continent, et non plus par pays.

Il fallait que toutes ces conditions soient remplies, et qu'on élargisse à l'Est, pour que les sèche-linge partent d'Amiens vers Lodz. Pour que ça en vaille le coût.

Avec un bénéfice collatéral : la libre concurrence entre les travailleurs. Comme s'en plaignait, il y a trente ans, Wisse Dekker : « *Les coûts sociaux, en Europe, nuisent à la compétitivité - la Sécurité sociale, les allocations chômage, handicapés, les dépenses pour l'éducation, et ainsi de suite. Aussi, on doit trouver les moyens d'avoir une industrie européenne compétitive grâce à des changements politiques.* » Tout s'arrange...

Sous la pression de Bruxelles, et de la compétitivité, les « *changements politiques* » sont à l'oeuvre depuis trente ans : moins de Sécurité sociale, etc.

J'en reviens à vous.

Je ne vous ai pas oubliés.

Qu'avez-vous dit, qu'avez-vous fait, durant tout ce temps ?

Vous avez regretté, ça oui.

Vous avez pleurniché.

Mais vous, vos partis, vos collègues, vous avez voté pour l'élargissement aux pays de l'Est.

Vous avez approuvé tous les traités, de Lisbonne au TCE, du Tafta au Ceta, qui vantent la « *concurrence libre et non faussée* ».

Avez-vous ouvert un débat, à l'Assemblée nationale, au Parlement européen, ou même au Conseil régional, sur la nécessité d'en revenir à des « *taxes aux frontières* », à des « *barrières douanières* », à des « *quotas d'importation* » ?

Non.

Jamais.

Pas une seule fois.

Même là, dans votre communiqué, vous ne l'évoquez pas.

Ce débat, vous l'avez étouffé.

Et pourquoi ?

Comment expliquer votre passivité ?

Ah ! si, demain, on décidait de délocaliser l'Assemblée en Pologne, parce que les députés polonais sont nettement plus compétitifs, vous protesteriez à cor et à cri, vous pondriez aussitôt des lois.

Ou si, même, c'étaient les médecins, les enseignants, les assureurs, les journalistes, largement représentés à l'Assemblée, et sans que je ne jette l'opprobre sur ces professions, mais si c'étaient les médecins, les enseignants, les assureurs, les journalistes, qui étaient mis en concurrence avec leurs homologues roumains, ou bulgares, ou indiens, on en lirait des tribunes ! On le sonnerait, le tocsin ! On en prendrait des mesures, et d'urgence, par ordonnance !

Sauf que là, ça fait trente ans que ça dure, la métallurgie après le textile, l'ameublement après l'électronique, les pneumatiques après l'agroalimentaire, mais trente ans que ça dure pour les ouvriers.

Ils ne siègent pas dans l'hémicycle.

On s'en fout.

Réclamer, pour eux, une dose de « protectionnisme » relèverait de la « *démagogie* », du « *populisme* », du « *nationalisme* », d'après vous qui êtes si bien protégés.

Vous protesterez, et que « *non* », et que « *comment pouvez-vous prétendre ça ?* », et vous allez bien sûr leur apporter vos condoléances, témoigner de votre affection, humainement, sincèrement, je n'en doute pas.

Mais politiquement, politiquement, quelles conclusions en tirez-vous ?

Qu'il faut informer les « *consommateurs français* », la belle affaire ! La redoutable menace ! Ou encore, vous appelez à la rescousse « *l'État* » pour une « **ré-industrialisation** », cet « *État* » que votre camp vilipende, qu'il programme de réduire à la portion congrue.

Alors, pour moi, pas seulement vous trois, mais tous les gouvernements, tous les partis qui se succèdent depuis trente ans, vous êtes les complices objectifs, permanents, de Whirlpool et des autres multinationales. Vous êtes leur bras politique, leur visage présentable.

Même vigoureusement, c'est volontiers que je débattrais avec vous de cette grave question. Qui concerne aujourd'hui les salariés de Whirlpool, mais hier ceux de Abélia, Goodyear, Flodor, Continental, Magneti-Marelli, Honeywell, Sièges de France, etc. Une liste qui, demain, s'allongera encore si vous n'agissez pas. Les mêmes causes ont produit, produisent, produiront éternellement les mêmes effets.

Fakirement,